

ISRAËL / PALESTINE

LA RECONNAISSANCE DES DEUX ÉTATS CHANGE-T-ELLE LA DONNE ?

Je tiens avant toute chose à exprimer mes remerciements pour cette opportunité qui m'est donnée d'évoquer le conflit israélo-palestinien ainsi que les actions qui peuvent être prises au Royaume-Uni pour faire avancer la perspective de la paix en Terre Sainte, à l'aide de la justice et de la démocratie. Comme le suggère le titre de ce texte, je crois à la solution à deux États telle que posée depuis plus de 25 ans à la base de la politique de la communauté internationale, bien qu'elle n'ait toujours pas été appliquée et qu'elle se trouve aujourd'hui grandement menacée de disparition. Il est dans l'intérêt des deux peuples israélien et palestinien de coexister de manière pacifique, dans deux États, Israël et la Palestine, sur la base du "*Land for Peace*" (résolution 242 du CSNU).

Je suis convaincu que la reconnaissance de chacun des deux États israélien et palestinien peut aujourd'hui faire la différence, dans un sens positif, en vue de la coexistence des deux États. J'exposerai ici les grandes lignes du cadre pour de véritables négociations entre la Palestine et Israël, sous les auspices du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dans le respect du droit international. J'évoquerai l'entreprise illégale de colonisation, Gaza et le rôle de la Cour Pénale Internationale, ainsi que les conséquences qu'impliqueraient de graves infractions au droit international, dépendamment de la volonté politique. Je traiterai par ailleurs du contexte régional, du rôle primordial de la Jordanie et de l'Égypte, ainsi que de l'actualité toujours pertinente de l'Initiative de Paix Arabe. Je conclurai en évoquant les différentes approches propres à nos partis politiques au Royaume-Uni, vous demandant, à vous, d'agir politiquement, si vous adhérez à ce qui suit.

La reconnaissance et la différence qu'elle implique

Avant d'évaluer quelle est la différence impliquée par la reconnaissance pour les deux parties au conflit, considérons tout d'abord quelle différence cela fait pour nous - au Royaume-Uni et pour l'ensemble des acteurs internationaux. Commençons en considérant Israël, reconnu comme un État par le gouvernement du Royaume-Uni en 1950, deux ans après les États-Unis. Aujourd'hui, l'État israélien est reconnu par la vaste majorité de la communauté internationale, *de jure* ou *de facto*. La reconnaissance implique la parité d'estime entre celui qui reconnaît, et celui qui est reconnu - et naturellement, le respect mutuel, l'acceptation, la pérennité. Soulignons d'ailleurs qu'en 1950, le gouvernement britannique reconnaissait Israël sans en reconnaître ni la capitale, ni les frontières. Pour nous, et pour le reste de la communauté internationale, le statut de la ville de Jérusalem reste à déterminer - c'est la raison pour laquelle toutes les Ambassades étrangères en Israël sont situées à Tel Aviv, et non à Jérusalem-Ouest. Cette situation demeurera inchangée jusqu'à ce qu'un accord global sur le statut final soit négocié entre Israël et la Palestine, et reconnu par la communauté internationale. Tel est l'objectif.

Quoi qu'il en soit, la reconnaissance d'Israël a signifié que nous reconnaissons à cet État des droits et des responsabilités, que nous maintenons des relations diplomatiques avec lui, de manière permanente. La Palestine a droit au même traitement, aux mêmes droits et aux mêmes responsabilités, à la même pérennité de l'État. La reconnaissance de la Palestine rendra notre approche des deux États plus complète, plus logique. Il n'y a là rien de

nouveau. Le Conseil européen de Berlin réaffirmait déjà en 1999 *"le droit continu et sans réserve des Palestiniens à l'auto-détermination, avec l'option d'un État, et se réjouit de la réalisation rapide de ce droit... qui ne peut être sujet à aucun veto"*.

Cette question revêt un aspect tant moral que politique, et c'est la raison pour laquelle les communautés musulmane, chrétienne et autres se sont clairement positionnées sur la scène publique au Royaume-Uni, l'Église d'Écosse et les Quakers en premier lieu. Le 13 octobre dernier, à l'occasion du débat sur la reconnaissance de la Palestine à la Chambre des Communes, les Anglicans et les Catholiques du Royaume-Uni ont affirmé leur soutien à cette reconnaissance, dans une déclaration conjointe de l'Évêque catholique Declan Lang et de l'Évêque anglican Christopher Cocksworth. Ces forts signaux importants, et leur impact positif partout en Europe et en Amérique ne pourra que gagner en ampleur. Nous avons besoin de changer cette situation où, politiquement, nous acceptons de répondre à la nécessité de construire des institutions de l'État telles que la justice palestinienne, l'aide au développement en Cisjordanie ou encore l'assistance humanitaire plus qu'essentielle à Gaza, via l'UNRWA - mais où nous ne sommes pas encore désireux d'endosser les aspirations légales et non violentes des Palestiniens à un État. Au lieu de quoi nous passons notre temps et dépensons nos efforts à leur dire ce qu'ils ne doivent pas faire. À mon époque, qu'ils ne devaient pas se présenter aux Nations Unies, aujourd'hui qu'ils ne doivent pas rejoindre la Cour Pénale Internationale, etc.

La position officielle du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth est que l'indépendance palestinienne demeure une question de timing et de jugement, non contredite dans son principe. Le 9 novembre 2011, William Hague, alors Ministre des Affaires Étrangères, déclarait à la Chambre des Communes :

"Le Royaume-Uni estime que l'Autorité palestinienne remplit largement les critères pour une adhésion aux Nations Unies, y compris l'indépendance... Nous nous réservons le droit de reconnaître un État palestinien au moment de notre choix, et lorsque cela pourra au mieux contribuer à la réalisation de la paix".

Plus de 3 ans plus tard, nous attendons toujours. Il est temps de choisir.

La Suède est devenue un exemple à suivre. En octobre dernier, le gouvernement suédois a reconnu la Palestine, pour les raisons suivantes :

- rendre les parties au conflit moins inégales ;
- soutenir les voies modérées en Palestine ;
- apporter de l'espoir dans les deux pays, alors que les tensions s'accroissent et qu'aucun pourparlers de paix n'aboutit.

L'objectif déclaré de la Suède est de voir Israël et la Palestine vivre côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec une reconnaissance susceptible de créer plus d'espoir et de confiance dans l'avenir au sein des jeunes générations palestinienne et israélienne.

Plus de 130 des 193 États membres des Nations Unies ont reconnu l'État de Palestine. Leur vote à l'Assemblée générale a permis à la Palestine d'obtenir le statut d'État aux Nations Unies en 2012, et de lui ouvrir le chemin vers l'accession au droit international par la signature de la 4ème Convention de Genève puis, à partir d'avril prochain, de rejoindre la Cour Pénale Internationale. Deux puissances européennes majeures n'ont pas encore reconnu la Palestine. Une reconnaissance par l'une ou l'autre de ces deux puissances

convaincrait la plupart des États européens de lui emboîter le pas. Il s'agit du Royaume-Uni et de la France, qui jouent un rôle majeur tant en matière de politique extérieure de l'Union Européenne que comme membres permanents au Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'impact de la reconnaissance par l'un ou l'autre de ces deux pays serait renforcé s'ils la décidaient ensemble. En plus d'entraîner avec eux leurs partenaires - tels que l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, la Belgique, les États nordiques notamment - ils modifieraient la dynamique dans l'espace décisif qu'est le Conseil de Sécurité des Nations Unies, où cette question appartient en premier lieu. Avec la reconnaissance, 4 des 5 membres permanents adopteraient une vue commune quant à l'auto-détermination des Palestiniens, étant donné que la Chine et la Russie ont reconnu la Palestine depuis déjà longtemps. On peut dire que la France est déjà plus engagée sur la voie de la reconnaissance que le Royaume-Uni. Le Ministre des Affaires Étrangères Laurent Fabius a déclaré que s'il n'y avait pas de négociations, ou si celles-ci échouaient, alors la France "*assumerait ses responsabilités*", autrement dit elle reconnaîtrait la Palestine.

Quelle différence cela ferait pour les Palestiniens ? Une grande différence. Cela confirmerait la pérennité, l'inéluctabilité de leur État. Cela confirmerait la sagesse de la déclaration d'Indépendance de l'OLP, proclamée en 1988 parallèlement à la reconnaissance d'Israël, réaffirmée en 1993 à Oslo. Cela renforcerait les aspirations non violentes de l'OLP dans ses négociations à venir avec Israël, bien que cela ne signifie pas qu'un terme sera mis à l'occupation. Cela prépare le terrain aux négociations, sans pour autant en faire le travail.

Qu'en est-il d'Israël ? Israël ne se limite pas au gouvernement intérimaire et divisé de M. Netanyahu, dont les partis constituants s'affrontent dans une campagne électorale pleine de rancœur. Je m'exprime ici avec prudence, étant donné que mon expérience professionnelle de 3 ans en Terre Sainte s'est concentrée sur les Palestiniens. Ce qui suit est timent donc plus d'espérances que de certitudes. J'espère que la plupart des Israéliens verront la reconnaissance pour ce qu'elle est : la reconnaissance d'une égalité des droits pour les Palestiniens et les Israéliens, d'une égalité des besoins de sécurité pour leurs familles, de part et d'autre d'une frontière partagée, avec une volonté commune de mettre fin à l'occupation. La reconnaissance d'un éloignement israélien de l'Europe et du droit international par les pratiques illégales de la colonisation, du blocus de Gaza, des démolitions de maisons, du mur de séparation etc - une tendance qui doit être inversée. Le 17 mars prochain, les élections compteront considérablement.

Un cadre pour de véritables négociations

À nos yeux, la reconnaissance de la Palestine est nécessaire, mais pas suffisante. Elle est nécessaire aujourd'hui pour le respect de nous-mêmes et la confiance que nous portons à nos valeurs, autant qu'elle est nécessaire pour l'impact positif qu'elle aurait sur les négociations qui devraient suivre. Israël ne quittera pas la Palestine par la force. Une majorité d'Israéliens ont besoin d'entrevoir une vie meilleure et plus sûre pour leurs enfants, tandis que les enfants de la Palestine cherchent à être libres, en gagnant en responsabilités à Jérusalem-Est, à Gaza et en Cisjordanie. Des deux côtés de la frontière, les personnes éprises de paix ont besoin de gagner.

À l'instar de la reconnaissance, les États-Unis sont nécessaires, mais pas suffisants. Le Président Obama et le Secrétaire d'État Kerry travaillent à une solution pacifique qui conduirait à la souveraineté palestinienne à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi qu'à un retrait progressif et complet de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967. Il y a près de deux ans, John Kerry a entamé un épuisant marathon de négociations, mais la ligne d'arrivée n'avait pas même été délimitée au départ. M. Netanyahu a cherché à déplacer les poteaux de but (je m'excuse pour ces diverses métaphores sportives), et y a réussi dans la mesure où nous parlons désormais moins que nous le devrions de la Feuille de route de 2003 - et moins qu'elle ne le mérite de l'Initiative de Paix Arabe. Cette situation est remédiable - par un consensus sur une résolution au Conseil de Sécurité des Nations Unies, proposée ou endossée par les États-Unis, et énonçant ce qui correspond actuellement à la vision d'une paix juste telle qu'exprimée par l'Union Européenne :

Un État israélien sûr vivant en sécurité aux côtés d'un État palestinien viable, sûr et souverain, basés sur les frontières de 1967 avec un échange de terres de taille et de valeur équivalentes, avec Jérusalem comme capitale partagée des deux États, ainsi qu'une résolution juste, équitable et convenue de la question des réfugiés.

L'aboutissement pour la Palestine devrait tenir en un État démocratique et démilitarisé, comprenant Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est où le peuple palestinien contrôlerait sa propre destinée, réalisant son potentiel et prenant sa place dans le concert des nations. Cela comprend un développement économique, la reconstruction de Gaza, de fortes institutions palestiniennes à travers le pays, sans oublier, oui, une forte coopération sécuritaire et économique avec Israël, sur une base équitable. Cela ne signifie pas pour autant la présence continue de l'armée israélienne, qui ne ferait que prolonger l'occupation. Cela signifie plutôt le retrait complet et progressif de l'armée israélienne du sol palestinien, comme le Président Obama l'avait clairement exprimé dans un discours en mai 2011. Aux droits des Palestiniens s'ajoutent des responsabilités - une rigoureuse pratique des règles de droit par l'État, la non violence, une tolérance zéro à l'égard de l'incitation à la violence, ainsi que des élections justes et libres, avec cette fois-ci un engagement fort de la communauté internationale à respecter le choix du peuple palestinien. Aujourd'hui, les mandats de l'ensemble des députés palestiniens ont expiré. La sphère politique palestinienne est brisée ; c'est aux Palestiniens d'y remédier. Nous devrions les y encourager par tous les moyens dont nous disposons.

De la part d'Israël, la communauté internationale devrait exiger qu'il accepte l'inéluctabilité et la nécessité de la solution à deux États sur une base équitable, dans le respect du droit international. La meilleure des garanties pour le bien-être et la renommée internationale d'Israël réside dans le bien-être de son voisin palestinien, libre de travailler sa terre et de mener sa vie, proche d'un voisin qu'il traite comme il souhaiterait être traité lui-même. Le cercle vicieux de la dissuasion, des représailles, de la violence et de la répression doit être brisé d'un commun accord. Toute alternative serait bien pire, pour chacun de nous, y compris pour Israël. Le *statu quo*, que j'ai décrit plus haut, implique une violence chronique de part et d'autre des frontières et un déclin inexorable de la renommée internationale d'Israël. La solution à un État, qui semble s'imposer de plus en plus par une politique du fait accompli, internalise l'inévitable violence à l'intérieur de cet unique État, sans issue.

Cela n'a pas à être comme ça. Les roquettes lancées de Gaza peuvent être arrêtées pour de bon. La reconnaissance d'Israël par plus de 50 États arabes et musulmans peut ouvrir de nouveaux horizons d'échanges, d'investissements, de tourisme et de communication. La proposition de l'Union Européenne pour un "*partenariat fort et sans précédent avec la Palestine et Israël*" est réelle. La sécurité est nécessaire aux deux peuples, israélien et palestinien. Israël se réserve le droit de se défendre par lui-même - mettant ainsi à l'épreuve les garanties de sécurité offertes par les États-Unis, l'OTAN et l'Union Européenne, mais également par les partenaires égyptien et jordanien - tant de pays et d'institutions qui sauraient pourtant garantir au mieux la sécurité et la stabilité de deux États reconnus, Israël et la Palestine. L'Union Européenne peut jouer et jouera un plus grand rôle - la Haute Représentante Federica Mogherini a à juste titre la haute ambition de voir la réalisation d'un État palestinien aboutir, avant le terme de son mandat. Cette réalisation est possible, avec une volonté politique.

Le conflit israélo-palestinien affecte la région, et nous affecte également ici-même. Il existe un argument - auquel j'adhère - qui prétend que pour résoudre ce problème, vous devez le rendre plus global : pour rendre l'aboutissement final plus attrayant aux yeux d'Israël de manière durable, vous devez engager la responsabilité des puissances régionales - la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Turquie... Cela nous ramène à l'importance centrale de l'Initiative de Paix Arabe (et musulmane), approuvée par plus de 50 États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique, qui comprend l'ensemble des États arabes.

Les colonies et la primauté du droit

De tels changements prendront du temps, et nécessiteront un courage politique de toute part. Il s'agit là d'une urgence. L'entreprise illégale de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie représente un défi majeur et de plus en plus colossal à une paix juste. Aujourd'hui, on compte pas moins de 600 000 à 700 000 colons - parmi lesquels une minorité puissante d'individus et groupes idéologiques décidés à forcer les Arabes à quitter leurs terres. Les gouvernements successifs israéliens ont encouragé ces ambitions des colons. Cela doit cesser. L'administration israélienne à venir doit être encouragée à mettre un terme aux constructions de Givat Hamatos qui divisent la terre de Bethléem à Jérusalem, et à démanteler les colonies. Les avant-postes doivent disparaître, comme préconisé par la Feuille de Route. Tout échec à ce sujet aura des conséquences, à commencer au sein de l'Union Européenne - bien que les États-Unis connaissent l'illégalité des colonies mieux que quiconque. La logique de l'Union Européenne, consistant à distinguer rigoureusement Israël des colonies illégales en fonction de la Ligne Verte, doit être renforcée et amplifiée. Ce ne sont pas les seules colonies qui sont illégales, dans l'attente d'un accord global négocié avec succès - la présence des colons eux-mêmes est illégale, au mauvais endroit au mauvais moment, et tout ce qu'ils produisent sur le sol palestinien appartient non pas à eux mais à la Palestine. Tout ce qui est produit en Palestine, qu'il s'agisse des pierres taillées dans les carrières palestiniennes près de Bethléem ou des dattes cultivées dans la Vallée du Jourdain - est palestinien, et devrait être taxé, qualifié et commercialisé comme tel. Je reconnais que nous en sommes bien loin aujourd'hui. Mais nous devons y travailler.

La Cour Pénale Internationale

Bien que je défende fermement l'idée de véritables négociations entre d'honnêtes partenaires, afin d'éviter tout litige, ce qui ne fonctionne en général qu'avec les avocats, je dois dire que l'entreprise illégale de colonisation relève clairement de la compétence de la Cour Pénale Internationale - mis à part le débat actuel au sujet du dernier conflit à Gaza. Israël a ratifié la 4e Convention de Genève qui interdit à la puissance occupante de transférer sa propre population sur le territoire qu'elle occupe. Et c'est là précisément ce que sont les colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Les rédacteurs du Statut de la CPI ont introduit les dispositions de l'article 49.6 de la 4e Convention de Genève dans la mission de la Cour, y ajoutant les mots "*directement ou indirectement*" pour faire bonne mesure. Il faut qu'il y ait des conséquences déterminées pour les colonies, les colons, leurs produits ainsi que leurs soutiens politiques. À titre d'exemple : nous déconseillons déjà aux entreprises européennes de traiter avec les colonies, afin d'éviter toute association criminelle. La même règle s'applique aux entreprises européennes qui traitent avec des sociétés israéliennes soutenant elles-mêmes les colonies illégales - il s'agit d'une illégalité au second degré, mais qui peut cependant conduire à ternir la bonne réputation de toute entreprise européenne qui traiterait de manière indirecte avec les colonies, perpétuant ainsi l'illégalité...

Le rôle du Royaume-Uni, actuel et potentiel

Le Royaume-Uni peut aujourd'hui prendre de l'avance dans chacune des trois sphères décrites ici - la reconnaissance de la Palestine, la redéfinition des objectifs pour de véritables négociations sous les auspices des Nations Unies, et la mise en place de conséquences sérieuses pour l'entreprise illégale de colonisation. Chacune de ces trois dimensions requiert une bonne dose de volonté politique.

Nous, Britanniques, avons notre mot à dire quant à l'issue de ce conflit, tout comme nous en avons un à son commencement. Celui-ci n'a peut-être pas débuté avec la Déclaration Balfour de 1917, mais cette promesse fut décisive - et je rends ici hommage au Projet Balfour qui travaille d'arrache-pied à compter d'aujourd'hui et jusqu'en 2017 pour expliquer la pertinence du passé sur le présent, pour éclairer les zones d'ombre et éduquer les jeunes générations au projet laissé inachevé par notre Gouvernement jusqu'à aujourd'hui. Inachevé, cela signifie qu'il existe bien aujourd'hui en Israël un "*foyer national juif*", mais que la seconde partie de la Déclaration Balfour est restée lettre morte : "*rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine*". Un projet inachevé, c'est bien de cela qu'il s'agit. Il peut être complété - par l'indépendance de la Palestine aux côtés d'Israël.

Que faisons-nous, nous, Britanniques ? Un peu d'attente - et un peu de bonnes choses. Concentrons-nous sur ces bonnes choses. Le gouvernement britannique dépense une partie de l'argent du contribuable britannique, par le biais du Département pour le Développement International, pour maintenir la Cisjordanie en état de marche - enseignants, médecins, infirmiers, police -, par le biais également de l'UNRWA pour palier au drame humanitaire qui se joue à Gaza, où des enfants des rues sont décédés pendant l'hiver. Nous devrions dépenser plus encore - le besoin est immense, particulièrement à Gaza, et notamment dans le domaine médical. Le British Council, particulièrement impliqué dans le domaine de l'éducation, fait beaucoup, notamment avec des coopérations universitaires entre le Royaume-Uni et la Palestine - mais il pourrait faire plus encore, plus efficacement, avec plus

de ressources. Je suis très heureux que les étudiants en langue arabe de cette Université puissent perfectionner leur apprentissage à l'Université Al-Najah de Naplouse, en Palestine. J'espère que ces relations, ces coopérations, prospéreront.

À l'heure actuelle, Israël aggrave la crise, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, en refusant de verser les recettes fiscales dues à l'Autorité palestinienne pour la punir après son adhésion à la CPI. Il s'agit d'une punition collective pure et simple, c'est une pratique illégale. C'est un acte criminel, tout comme l'est depuis 7 ans le blocus de Gaza par Israël. L'Égypte devrait rouvrir le passage de Rafah de manière permanente pour permettre aux personnes de voyager. Le gouvernement britannique cherche à faire reverser aux Palestiniens leur argent dû à l'Autorité palestinienne, il fait pression pour que le blocus de Gaza soit levé et proteste à chaque nouvelle colonie construite en Cisjordanie. Je connais le profond effort fourni par mes anciens collègues. L'effort surpasse de loin les résultats. Le même constat s'applique à nos partenaires de l'Union Européenne. Cela doit changer.

Quant à l'attente - nous attendons les résultats des élections israéliennes du 17 mars prochain, et les politiciens prennent soin de ne pas perturber le débat interne en Israël. Pourtant, nous avons intérêt à ce que l'électorat israélien fasse preuve de sagesse en choisissant des dirigeants qui ne construiront pas de colonies et qui négocieront de manière équitable avec les Palestiniens, agissant ainsi sur le long terme dans le meilleur intérêt d'Israël lui-même. Cela paraît évident, mais j'ai toutes les raisons de rendre ce qui devrait être clair encore plus évident. Après le 17 mars, nous attendrons le retour du Secrétaire d'État Kerry dans la région. Mais il y a des choses que nous pouvons faire que M. Kerry ne peut pas faire - l'action du Royaume-Uni, ou l'action européenne motivée par le Royaume-Uni, dans l'intérêt commun des Israéliens et des Palestiniens. Il ne s'agit pas de couper la route aux États-Unis, mais bien d'agir lorsque c'est nécessaire, d'autant plus lorsque les États-Unis ne peuvent agir pour des motifs de politique intérieure. Nous devrions faire ce qu'il faut, en accord avec un droit international que nous avons aidé à créer et que nous soutenons avec fierté. Nous devrions agir en conformité avec ce que nous préconisons.

Pour finir, venons-en aux actions politiques que vous pourriez entreprendre. Au Royaume-Uni, nous sommes entrés dans une année électorale et les politiciens cherchent à obtenir votre vote dans une élection qui s'annonce très serrée. Au sujet d'Israël/Palestine, et plus spécifiquement sur la reconnaissance de la Palestine, les deux partis politiques majeurs ont des visions qui divergent, bien qu'individuellement au sein des Partis, certains puissent inverser la tendance. Les Travaillistes ont largement voté en faveur de la reconnaissance le 13 octobre, comme une contribution à une paix négociée - le seul chemin pour que la paix puisse aboutir. Beaucoup de Conservateurs se sont abstenus durant le vote comme leur Parti le leur avait permis, quoi qu'il y ait eu quelques exceptions honorables. Le Parti Conservateur est très éclectique, comme il aime à se définir, et demeure donc assez pluriel sur la question - la direction actuelle est en revanche unanime. Les Démocrates libéraux, le Parti National Écossais et les Verts ont voté pour la reconnaissance. Si vous en concluez que la reconnaissance de la Palestine par le Royaume-Uni est nécessaire, comme je le crois, alors je vous demande d'interroger vos candidats aux élections pour le Parlement sur ce qu'ils feraient s'ils étaient élus - et, s'il vous plait, faites-leur bien comprendre que leur réponse influera sur votre vote.

Il y aurait beaucoup à dire encore - concernant le drame de Gaza, le nihilisme de la violence, la nécessité de voir émerger une certaine habileté politique au sein des dirigeants de la région, mais également au sein des nôtres. Mais pour conclure : ce conflit a trop duré. Il affecte les habitants de la Terre Sainte. Il nous affecte, et met nos valeurs au défi. Il peut être résolu. À mon sens, la clé réside dans la parité d'estime, de respect mutuel, de respect pour la dignité et le récit de l'autre. Cela implique de faire preuve d'équité et de raison à tous les niveaux. Nous pouvons commencer en accordant à la Palestine la même reconnaissance que celle que nous avons accordée à Israël.

Vincent Fean

Consul Général du Royaume-Uni, Jérusalem, 2010-2014 (retraité)